

SECTION DE L'YONNE

Déclaration liminaire des représentants de Solidaires Finances Publiques au Comité Technique Local du 17/06/2016

Monsieur le Président,

Lors du CTL du 16/11/2015, Solidaires Finances Publiques se posait la question des moyens des services de l'Etat qui ne sont plus en capacité de faire face à l'ensemble de leurs missions.

Cette question des moyens trouve toute sa place avec la gestion de l'Euro de football 2016, les menaces des attentats liés au terrorisme et l'assassinat de 2 fonctionnaires de police.

Le gouvernement semble incapable de maintenir l'ordre public malgré l'état d'urgence et ,paradoxalement , il fait preuve d'une incroyable fermeté sur la loi travail...

Le contexte social est particulièrement tendu 3 jours après une manifestation d'ampleur ayant rassemblé des centaines de milliers de personnes contre la loi El Khomri.

Si l'on regarde bien les attendus de la réforme du code du travail, on retrouve les mêmes poncifs du système néolibéral qui sont rebattus depuis plus de vingt ans, dans le secteur privé, comme désormais dans le secteur public : les dépenses publiques seraient trop lourdes, d'où une politique de suppressions d'emplois massives (même si ce sont des non-remplacements) et des restructurations à marche forcée...

Hasard du calendrier ou communication bien orchestrée ? En tout cas les nouvelles tombent les unes après les autres et ne sont que les déclinaisons des politiques d'austérité décidées par les gouvernements successifs.

Dans un document d'une dizaine de pages intitulé « lignes directrices de la DGFIP », Bruno PARENT nous livre, sans fard, sa vision de notre administration et les évolutions vers lesquelles elle doit tendre. Ce document valide de nouveaux reculs pour les agents de la DGFIP et porte déjà en germe le démantèlement orchestré de notre statut.

Quelques jours après la déclaration de Bruno PARENT, Michel SAPIN, Ministre du Budget, a adressé ses lettres de cadrage aux différents ministères. En quête de 2 milliards d'économie pour 2017, Il y précise que les effectifs publics devront se réduire de 2 % et annonce déjà un gel de toutes les mesures catégorielles dans l'ensemble des ministères dits « non prioritaires ».

Une projection de cette annonce, laisse d'ores et déjà envisager une nouvelle réduction des effectifs en 2017, à hauteur de 2 230 équivalents temps plein, pour la seule DGFIP.

Dans un tel contexte, les annonces « en toute transparence » de Bruno PARENT s'éclairent d'un jour nouveau : accélération des restructurations, casse du statut, abandon des règles de gestion... c'est encore moins de garanties pour les agents et plus de flexibilité dans la gestion des emplois pour nos Directeurs locaux.

Les agents et leur statut sont un frein insupportable à ces changements. Ainsi les agents deviennent des pions qui doivent s'adapter !

La fonction publique et le statut des fonctionnaires doivent s'adapter au XXIème siècle... mais on reprend les recettes du XIXème... qui se traduisent par du moins-disant pour les agents et des conditions de travail dégradées, sans jamais mesurer quelles missions seront sacrifiées, de quel service public on aura besoin, et au final quel type de société on créera !

Ces lignes directrices ne sont manifestement pas de nature à répondre aux inquiétudes et attentes légitimes des agents de la DGFIP et comportent surtout d'inquiétants reculs sur nos droits et garanties pour ne satisfaire qu'un impératif de réduction de la dépense publique.

La solution pour Solidaires Finances Publiques passe par un moratoire sur les restructurations et par des moyens humains face aux nombreuses missions toujours plus exigeantes de notre service public.

Aujourd'hui, vous soumettez de nouveau au vote le projet de restructurations du réseau de l'Yonne pour 2017, après un vote unanime, contre, des élus en première instance.

Pour des raisons de forme, cette nouvelle réunion en CTL est un passage obligé...

Pour Solidaires Finances Publiques, on ne satisfait pas à « la masse critique » en concentrant les missions et les agents sur des pôles et en les éloignant de la réalité du terrain mais bien en pourvoyant les postes vacants et en créant les emplois nécessaires à l'accomplissement de toutes nos missions.

Vos agents sont inquiets et sans illusion sur la suite : vous leur offrez des garanties à l'instant T, mais seront-elles encore valables dans 6 mois ou 1 an ? Personne ne peut répondre à cette question car la DGFIP est dans un mouvement de restructuration tel que sa survie même est en jeu. Alors bien sûr, nous voterons contre toutes vos propositions, présentes et à venir, de destruction de nos emplois et de nos missions.

En attendant, nous demandons de nouveau que nos collègues aient le maximum de visibilité sur leur avenir professionnel au sein de notre direction.

Nous vous rappelons également que nous avons demandé depuis de nombreux mois que soit évoqué en CTL le bilan de l'activité de la cellule informatique départementale et constatons que vous n'avez toujours pas inscrit ce point à l'ordre du jour.

Même si M AUGIER nous a adressé un courriel le 13 juin 2016 nous indiquant que la DDFIP 89 ne dispose pas d'information sur l'activité de ce service et même si une réunion a eu lieu vendredi dernier (le 10 juin) entre l'ESI de Nemours et la CID 89...la preuve est faite que la régionalisation ou l'inter-régionalisation de certaines missions ne résout pas tout...bien au contraire...

Pour Solidaires Finances Publiques, il est important que les agents de notre direction sachent quelles sont les conditions de travail des collègues de la CID 89, côtoyés chaque jour dans nos services, les missions qu'ils réalisent pour la DDFIP 89 et comment améliorer leurs modalités d'intervention pour le bénéfice de tous...

Monsieur le Président, nous vivons un monde difficile où la place des femmes et des hommes est bien peu de chose. Entre « chair à canon » dans les pays en guerre ou face au terrorisme et « machines à produire » pour le profit de quelques-uns, où se trouve la dimension humaine?

Les représentants de Solidaires Finances Publiques continueront toujours à mettre au cœur de leurs revendications cette dimension humaine et ce syndicalisme de proximité.